



ORN 2b

## Mise au point du périmètre d'entretien

### Feuille d'information sur l'art. 2b ORN Passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers

20081030\_Faktenblatt\_UH-Peri\_2b\_-\_Überführungen\_u.\_Unterführungen\_(K253-0831)\_f\_Stand per 1.1.2018.doc

Berne, le 30 octobre 2008 / 15.06.2011 Shj/Jul / Version 2.0 (Etat au 1.1.2018)

Bases légales	
Art. 2 ORN Parties intégrantes des routes nationales	Font partie des routes nationales, compte tenu de la forme de leur aménagement et des exigences découlant d'impératifs techniques : b. les ouvrages d'art, y compris les passages supérieurs et inférieurs nécessités par la construction, exception faite des conduites et autres installations similaires appartenant à des tiers ;
Art. 8 OUMIn Entretien	1. Sont englobées dans les frais d'entretien les dépenses liées: a. aux parties intégrantes des routes nationales énumérées à l'art. 2 de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur les routes nationales (ORN), à l'exception des installations annexes ; b. aux autres installations qui sont au service des routes nationales.
Art. 9 OUMIn Entretien courant et travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet	Al. 1 Sont englobées dans les frais de l'entretien courant et des travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet les dépenses inhérentes : a. aux parties intégrantes des routes nationales énumérées à l'art. 2 ORN, <u>à l'exception de la chaussée d'un passage supérieur ou inférieur</u> , des installations annexes, des moyens d'exploitation engagés par la police pour les centres de contrôle du trafic lourd ainsi que des équipements pour les autres contrôles de la circulation ; c. aux autres installations qui, indépendamment de leur relation de propriété, sont au service des routes nationales conformément à l'art. 8, al. 1, let. b, OUMIn.  3 Si les installations sont utilisées en commun avec des tiers, l'OFROU détermine la participation fédérale aux coûts en fonction des intérêts de la route nationale.

<b>Mise en oeuvre technique</b>	
Périmètre d'entretien	<p>Le périmètre d'entretien désigne tous les objets des routes nationales dont la Confédération, en vertu de l'art. 8 OUMin, prend en charge les frais d'entretien (let. a) ou participe à l'entretien (let. b).</p> <p>L'Office fédéral des routes a défini dans des feuilles d'information l'interprétation des bases légales et les règles de leur mise en œuvre.</p>
Evaluation de la fonction technique	<p>L'évaluation des différents éléments des routes nationales et des exigences découlant d'impératifs techniques s'effectue conformément aux principes de la feuille d'information Généralités sur l'art. 8 OUMin.</p> <p>Toutes les évaluations concernant l'appartenance des passages supérieurs et inférieurs au périmètre d'entretien s'effectuent selon les considérations suivantes :</p>
<b>Passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers nécessaires à la construction des routes nationales</b>	
Passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers nécessaires à la construction des RN	<p>Les passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers nécessaires à la construction des routes nationales font partie intégrante de ces dernières.</p>
Délimitation technique des passages supérieurs et inférieurs	<p>Les éléments de construction des passages supérieurs et inférieurs considérés comme faisant partie intégrante des routes nationales sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Passages supérieurs : les ouvrages d'art, y compris les ouvrages de soutènement situés directement dans la zone des routes nationales, qui permettent aux voies de communication de tiers de passer au-dessus de la route nationale, y compris culées avec dalles de transition, garde-corps, installations de guidage du trafic et dispositifs de protection contre les chutes.</li> <li>▪ Passages inférieurs : les ouvrages de cuvelage et de soutènement, y compris les stations de pompage situées directement dans la zone des routes nationales, qui permettent aux voies de communication de tiers de passer en dessous de la route nationale.</li> <li>▪ Les digues et les tranchées latérales, ouvrages de soutènement compris, rendues nécessaires lors de la construction des passages supérieurs et inférieurs font également partie intégrante des routes nationales, pour autant qu'elles soient attenantes à ces dernières et indispensables aux passages en question.</li> <li>▪ Ne font pas partie des routes nationales les installations mises en place à la demande du propriétaire des voies de communication (dispositifs de sécurité, système de vidéosurveillance, etc.).</li> <li>▪ La prise en charge des coûts d'éléments de construction spéciaux lors de construction, d'entretien, d'entretien courant ne faisant pas l'objet d'un projet est réglementée dans l'annexe du présent document.</li> </ul>
Ouvrages passant simultanément au-dessus ou en dessous de rivières, de lignes de chemin de fer, de routes, de chemins agricoles, de chemins piétons ou d'entrées/sorties d'installations annexes (aires de ravitaillement) appartenant	<p>Lorsque l'ouvrage passe simultanément au-dessus ou en dessous de rivières, de lignes de chemin de fer, de routes ou de chemins agricoles appartenant à des tiers, seule la partie de l'ouvrage croisant la route nationale est désignée comme partie intégrante de cette dernière.</p> <p>La propriété et les obligations liées à l'entretien doivent en général être définies proportionnellement à l'étendue des parties de l'ouvrage correspondant aux intérêts des tiers.</p> <p>Un règlement dérogatoire est prévu pour les passages supérieurs et inférieurs qui ont été prolongés sur une courte distance : les parties de l'ouvrage passant au-dessus ou en dessous de chemins agricoles, de chemins pour piétons ou d'entrées/sorties d'installations annexes (aires de ravitaillement) à côté de la RN font partie des routes nationales.</p>

nant à des tiers	
Reprise par des tiers de l'entretien courant et des travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet	Les passages supérieurs et inférieurs appartenant à des tiers, qui sont indispensables à la construction des routes nationales, font partie intégrante de ces dernières. <u>Toutefois, selon l'art. 9, al. 1, let. a, OUMin, les tiers doivent assumer l'entretien courant de la chaussée des passages en question ainsi que les travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet.</u>
Délimitation technique de la chaussée des routes et des voies de chemin de fer	<p>La chaussée d'un passage supérieur ou inférieur ne fait pas partie de la route nationale. C'est pourquoi elle doit être techniquement délimitée par rapport au reste de l'ouvrage. Les décisions suivantes ont été prises :</p> <p>Par « chaussée » on entend la surface de la chaussée (route) ou le plan de roulement (chemin de fer). Les tiers doivent garantir leur fonctionnalité et leur aptitude à l'emploi. Ils doivent en outre s'assurer que les surfaces de circulation soient drainées. Les éléments suivants doivent être attribués à la chaussée afin de délimiter clairement les tâches et les responsabilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Routes : couche de surface comprenant la couche de roulement et la couche de liaison, drainage compris.</li> <li>▪ Chemin de fer : superstructure (lit de ballast, traverses et rails, drainage compris).</li> </ul> <p>Les autres parties de l'ouvrage font partie du système porteur de la route nationale (système porteur des passages supérieurs et inférieurs directement dans la zone de croisement, pour les ponts et les cuvelages couche d'étanchéité et couche de protection, garde-corps et installations de retenue, joints de chaussée, culées et dalles de transition compris). Les autres détails sont réglés dans l'annexe.</p> <p>En ce qui concerne les lignes de chemin de fer transversales, ce sont les dispositions des conventions sur l'entretien qui s'appliquent. S'il n'existe pas de telles dispositions, à régler de manière analogue aux installations des routes.</p> <p>Les installations d'alimentation en courant (mâts et câbles) nécessaires au fonctionnement des chemins de fer font également partie de la superstructure ; elles doivent être entretenues par les chemins de fer.</p>
Responsabilité du propriétaire de l'ouvrage vis-à-vis de la chaussée de la voie de communication transversale	<p>En reprenant l'entretien courant de la chaussée des voies de communication transversales (TIM, transports publics, pistes cyclables, trottoirs) et des travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet, les tiers assument également la responsabilité de l'état de la chaussée et du fonctionnement de son drainage.</p> <p>En cas de dommages causés par une chaussée mal entretenue, l'Office fédéral des routes, en tant que propriétaire de l'ouvrage, pourra se retourner contre le propriétaire des voies de communication transversales.</p>
Conventions sur l'entretien «contrat de croisement »	<p>Au besoin, les droits et les obligations concernant la propriété, la participation à l'entretien de l'ouvrage, l'exploitation, l'entretien de la chaussée et les travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet doivent être réglés dans une convention sur l'entretien avec toutes les personnes impliquées et conformément aux intérêts des différents partenaires.</p> <p>La propriété foncière de la route nationale doit être réglée conformément aux intérêts que le tiers porte à l'ouvrage.</p>
<b>Passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers qui ne sont pas nécessaires à la construction des routes nationales</b>	
Passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers qui ne sont pas nécessaires à la construction des RN	<p>Il s'agit de passages supérieurs et inférieurs qui ne sont pas nécessaires à la construction des routes nationales, mais qui sont construits après la mise en service de ces dernières pour répondre aux besoins de tiers.</p> <p>Ces ouvrages ne faisant pas partie intégrante des routes nationales, leur financement ne peut pas être assuré par ces dernières, de même que leur entretien courant et les travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet. Ces ouvrages ne font pas non plus partie du périmètre d'entretien. Toutefois, la route nationale en reste la propriétaire foncière.</p> <p>Avant d'approuver un passage supérieur ou inférieur, il convient de conclure, avec le</p>

	<p>tiers, une convention sur l'entretien, dans laquelle il s'engage à garantir la fonctionnalité ainsi que l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage, de l'adapter sans rémunération et de le retirer à la première demande.</p>
Cas limites	<p>Les passages supérieurs et inférieurs des voies de communication de tiers qui ne sont pas nécessaires à la construction des routes nationales, mais qui remplacent un ouvrage existant lors de la construction de la RN et doté de fonctions similaires peuvent également faire partie intégrante des routes nationales.</p> <p>Dans ce cas, la route nationale peut prendre en charge les dépenses occasionnées pour le remplacement adéquat de l'ouvrage en question.</p> <p>Les coûts liés à une extension de l'ouvrage (p. ex. élargissement de la voie de communication) ou à un remplacement anticipé de ce dernier ne peuvent être financés que s'ils servent les intérêts de la route nationale et qu'ils font l'objet d'une convention.</p>
<b>Justifications juridiques en cas de divergence</b>	
Cas possibles selon la feuille d'information généralités art. 8 OUMin:	Position divergente du canton lors du règlement du périmètre d'entretien:
Cas B	<p><u>Le canton veut désigner un objet comme élément des routes nationales, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation de l'OFROU :</p> <p>Selon l'art. 2 ORN, l'objet n'en fait pas partie.</p> <p>Conséquence : l'art. 8, al. 1, let. a, OUMin n'est pas applicable ;</p> <p>Conséquence : décision négative concernant la propriété, objet non intégré dans le périmètre d'entretien.</p> <p>Si dans le cas particulier le trottoir appartenait jusqu'à présent à la parcelle de la route, il faut viser par contrat la solution résultant des raisons pratiques précitées.</p>
Cas D	<p><u>Le canton veut faire entrer un objet dans le périmètre d'entretien des RN, l'OFROU ne le veut pas.</u></p> <p>Argumentation de l'OFROU :</p> <p>L'installation n'est pas au service des RN en vertu de l'art. 8, al. 1, let. b, OUMin.</p> <p>Conséquence : l'art. 8, al. 1, let. b, OUMin n'est pas applicable ;</p> <p>Conséquence : décision négative concernant l'entretien, objet non repris dans le périmètre d'entretien.</p>

## Annexe

Répartition de la prise en charge des coûts liés à la construction, à l'entretien, à l'entretien courant et aux travaux d'entretien ne faisant pas l'objet d'un projet

Tâche, sujet	Construction	Gros entretien	Exploitation
<b>Passage supérieur et inférieur, l'ouvrage dans son ensemble</b>			
Les passages supérieurs et inférieurs, y compris les éléments suivants : Ouvrages de soutènement (rampe, digue, mur de soutènement) et cuvelage comme mesure subséquente en raison des conditions locales spéciales. Installations de guidage du trafic, dispositifs de protection contre les chutes sur les RN comme mesures subséquentes dans l'intérêt des RN, protection des RN.	RN Répartition des coûts d'investissement : dans la majorité des cas, 100 % à la charge de la RN, vu que la construction de la RN entraîne celle de l'ouvrage (objet fait partie de la RN, parfois adaptation due à la RN ou mesure d'appoint)	RN aussi longtemps que les tiers n'y ont pas d'intérêt.	RN à l'exception des points ci-après :
Répartition de la propriété	La RN est propriétaire de ses parties intégrantes, en général uniquement celles situées à l'intérieur de la parcelle RN.		
Prise en charge des coûts d'ouvrages complexes servant les intérêts de tiers (p. ex. passage supérieur combiné)	La clef de répartition doit être déterminée proportionnellement aux coûts d'ouvrages fictifs pour des solutions indépendantes. La situation initiale doit être prise en compte.	La clef de répartition doit être déterminée proportionnellement aux coûts d'ouvrages fictifs pour des solutions indépendantes. Les intérêts des tiers doivent être pris en compte.	Répartition des coûts selon l'art. 9 OUMin ou, lors de conditions spéciales, conformément aux coûts d'entretien ou à la réglementation spéciale.
Convention sur l'entretien Indispensable à tous les ouvrages, désigner le partenaire responsable Règlement concernant la répartition des obligations, des responsabilités et la prise en charge des coûts	Règlement concernant la construction, l'organisation de projets, les rapports de propriété, la prise en charge des coûts et la responsabilité civile.	Définir le règlement concernant l'entretien et la rénovation.	Si nécessaire, établir un règlement sur la répartition des coûts d'exploitation.
<b>Éléments de l'ouvrage avec règlement spécial</b>			
Les éléments suivants doivent être attribués à la chaussée afin de délimiter clairement les tâches et les responsabilités : Routes : revêtement de la chaussée comprenant la couche d'usure et la couche d'accrochage, drainage compris. Chemin de fer : superstructure (lit de ballast, traverses et voies, drainage compris).	RN	RN	Les tiers conformément à l'art. 9 OUMin Les tiers doivent garantir la fonctionnalité et l'aptitude à l'emploi de la chaussée ainsi que le drainage. Ils sont également responsables de l'état de la chaussée.
<b>Eclairage</b> (si nécessaire dans les passages inférieurs : mesure subséquente)	RN	RN	Tiers, comme pour la chaussée
Autres installations montées à la demande du propriétaire de la voie de communication transversale (éclairage, dispositifs d'alarme, systèmes de vidéosurveillance, publicité, peinture, etc.)	Tiers	Tiers	Tiers
<b>Graffiti</b> Protection des ouvrages et suppression. Voir fiche technique de l'OFROU entretien 2008 sur la protection contre les graffitis.	RN : première application de la couche de protection	RN : nouvelle application de la couche de protection et entretien	RN: conserver ou supprimer, remplacer la protection selon la fiche technique.
<b>Station de pompage</b>	RN	RN	RN - coûts d'exploitation (maintenance des stations de pompage, pompes, dispositif de conduite, frais d'électricité).

**Drainage et évacuation** dans une autre canalisation ou un autre cours d'eau récepteur comme mesure subséquente en raison des conditions locales spéciales.

RN

RN

Comme pour la chaussée, les tiers doivent également garantir la fonctionnalité et l'aptitude à l'emploi du système de drainage.

La RN supporte les coûts pour l'évacuation des eaux dans le cas où seuls les passages supérieurs et inférieurs doivent être drainés de manière contrôlée muss.

**Ouvrages passant simultanément au-dessus ou en-dessous de rivières, de lignes de chemin de fer, de routes et/ou de chemins agricoles appartenant à des tiers**

Ouvrage qui passe au-dessus et en dessous non seulement de la RN, mais également de rivières, de lignes de chemin de fer, de routes ou de chemins agricoles appartenant à des tiers.

Seule la partie de l'ouvrage croisant la RN fait partie intégrante de cette dernière.  
La propriété des intérêts est généralement proportionnelle à l'étendue des parties de l'ouvrage appartenant à ces tiers.

Les obligations liées à l'entretien doivent être réglées de manière analogue à la propriété.

Les propriétaires des voies de communication transversales : chaussée et drainage selon l'art. 9 OUMin

Un règlement dérogatoire est prévu pour les passages supérieurs et inférieurs qui ont été prolongés sur une courte distance et qui passent au-dessus ou en dessous de chemins agricoles, de chemins pour piétons ou d'entrées/sorties d'installations annexes (aires de ravitaillement) parallèles à la RN.

Les parties de l'ouvrage longeant la RN et passant au-dessus ou en dessous de chemins agricoles, de chemins pour piétons ou d'entrées/sorties d'installations annexes (aires de ravitaillement) font partie intégrante des routes nationales

RN pour passages supérieurs et inférieurs.  
Tiers pour les chemins agricoles, les chemins pour piétons et les entrées/sorties d'installations annexes (aires de ravitaillement)

Tiers pour les voies de communication transversales et parallèles, en ce qui concerne la chaussée et l'évacuation des eaux, conformément à l'art. 9 OUMin.

**Exemple:** Ouvrage supérieur d'une commune traversant à la fois une route nationale et un fleuve parallèle, portée totale 70 m, (fleuve 30 m, RN 40 m)

Réglementation nécessaire pour l'ouvrage en entier :  
Les parties en lead déterminent la réglementation pour la répartition des responsabilités, devoirs et coûts

La répartition des coûts de construction dépend de la situation initiale: Règlement de la propriété pour l'exemple :  
La partie de l'ouvrage fleuve comprend 30 m et un contrefort / rampe. La partie de l'ouvrage RN comprend 40 m et un contrefort / rampe.

Répartition des coûts d'entretien et de renouvellement:  
Cas normal: répartition proportionnelle à la portée nécessaire pour franchir les obstacles. (Canton 3/7, RN 4/7).

Répartition des coûts d'entretien dans le cas normal:  
Tiers (commune) selon OUMin art. 9. Il doit assurer la fonctionnalité et l'utilisation des voies et des drainage, il assume la responsabilité pour l'entretien des voies.  
Canton est RN règle la répartition en analogie à celle des coûts d'entretien ou dans le cadre d'un règlement spécifique.